

IMMIGRATION. « RIEN N'EST PLUS INTÉGRATEUR QUE LE TRAVAIL »

À l'heure où l'exécutif entreprend de nouvelles réformes législatives en matière migratoire, la chercheuse de terrain **Catherine Withol de Wenden** fustige les politiques menées en France depuis 40 ans et appelle à plus de possibilités légales pour accueillir les étrangers.

Politologue française, spécialiste de la question des migrations, Catherine Withol de Wenden défend depuis vingt ans l'idée que la migration humaine est un facteur de développement économique et anthropologique bénéfique pour les personnes concernées, leur pays d'origine et les pays d'accueil. Autrice de nombreux ouvrages, elle a conduit plusieurs études de terrain auprès des ouvriers immigrés chez Renault, de jeunes militaires français issus de l'immigration ou du « mouvement beur ». « Experte externe » auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et membre du conseil d'orientation du Cercle de la Licra, elle porte un regard aiguisé sur les choix des dirigeants européens en matière d'immigration, dénonçant les dérives sécuritaires à l'œuvre depuis plusieurs années.

Comment analysez-vous les politiques migratoires françaises et européennes aujourd'hui ?

On va dans le mur. Les choix politiques en la matière sont, depuis des années, alignés sur les sondages d'opinion et sur les positions de l'extrême droite. Ceux qui en décident sont en quelque sorte dans la peur de ceux qui ont peur. Ils découvrent, pour la plupart, le sujet en prenant leur fonction. Ils sont, par ailleurs, extrêmement frileux et se calent sur les politiques sécuritaires promues, en haut lieu, à Bruxelles. C'est le cas dans la plupart des pays européens. On voit même des pays qui étaient plutôt démocratiques dans le passé, comme la Suède et le Danemark, verser dans une approche extrêmement sécuritaire.

Quelles décisions devraient être prises rapidement ?

Il faudrait tout reprendre à zéro et réfléchir à plus de voies d'entrée légale. C'est ce que préconisait, d'ailleurs, le pacte de Marrakech, en 2018. C'est un pacte multilatéral auquel ont participé les pays du Nord, les pays du Sud, les syndicats, les associations, les experts, des tas de gens très divers pour essayer de définir de nouvelles politiques migratoires. Il faut repartir de là. Sinon, on aura de plus en plus de passeurs, de plus en plus de morts, de plus en plus de gens qui restent des années sans papiers. Sur ce dernier point, nos sociétés sont dans un archaïsme total, avec des formes d'esclavage moderne extrêmement préjudiciables. On fabrique des indésirables. Plus on refuse de droits aux personnes migrantes, plus on fabrique des gens eux-mêmes refusés par l'opinion publique parce qu'ils n'ont pas accès au logement et vivent dans la rue, n'ont pas accès au travail et se débrouillent pour survivre, ont très peu accès aux soins et à l'hygiène. C'est dramatique. En Allemagne, par exemple, où a été menée une politique plus courageuse que la France, en accueillant de nombreux réfugiés depuis 2015, les immigrés ne sont plus assimilés à la misère. Ils sont intégrés dans des catégories sociales, travaillent, se logent, parfois avec le concours des citoyens. Ils sont reconnus avec leurs droits et sont aujourd'hui des consommateurs, des contribuables

« IL FAUT SORTIR DE L'IDÉOLOGIE. LES GENS ONT TOUJOURS BOUGÉ. IL EST NORMAL DE VOULOIR AMÉLIORER SON SORT. »



SEBASTIEN ORTOLA/REA

PROFIL

Directrice de recherche émérite au CNRS, Catherine Withol de Wenden est Directeur d'État en science politique. Consultante pour divers Organismes dont l'OCDE, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, membre de la Commission nationale de déontologie de la sécurité et du Conseil d'administration du musée de l'Histoire de l'immigration, elle est, depuis les années 1970, une militante infatigable du droit à l'immigration.

« EN 2022, TOUT CE QUI ÉTAIT IMPOSSIBLE POUR LES RÉFUGIÉS NON EUROPÉENS A POURTANT ÉTÉ POSSIBLE POUR LES UKRAINIENS. »

normal que les gens bougent. Les gens ont toujours bougé. Il est normal de vouloir améliorer son sort en partant de chez soi. C'est même banal. On compte 68 millions d'habitants en France. Le flux d'arrivées d'immigrés représente 0,41 % de la population. Il faudrait plusieurs siècles pour assister à un grand remplacement. C'est une idée complètement stupide, tout comme l'idée que l'immigration créerait de la concurrence sur le marché du travail. C'est un sujet sensible, un vieux débat dont Zola parlait déjà dans « Germinal » à propos des Belges. Les personnes qui arrivent veulent gagner de l'argent tout de suite parce qu'ils doivent rembourser leur voyage et envoyer de l'argent à leur famille. Ils acceptent donc une très forte déqualification. Les métiers les plus mal payés, irréguliers dans le temps, soumis aux intempéries, sont occupés par les personnes migrantes. À Paris, il suffit de prendre le métro à 6 heures le matin pour s'en rendre compte.

La directive européenne de 2014 sur l'accueil des migrants préconise d'ailleurs de favoriser l'accès au travail des demandeurs d'asile...

Il n'y a rien de plus intégrateur que le travail et la France reste, en effet, en infraction de ce point de vue. Par ailleurs, seuls les réfugiés statutaires y ont accès à des cours de langue. On part du principe que les demandeurs d'asile ont en majorité vocation à être présents de façon provisoire. En Allemagne, tous les demandeurs ont accès à 800 heures de cours. En France, on est à peine à 600 heures et uniquement pour les réfugiés. C'est l'inverse d'une politique d'accueil. Pourtant, en 2022, tout ce qui est considéré comme impossible pour les réfugiés non européens a été possible pour les Ukrainiens. Les premiers n'ont pas le droit de travailler ni même d'entrer. On disait qu'il n'y avait pas de logement. Pour les Ukrainiens, on a trouvé des HLM vacants. On parlait de concurrence sur le marché du travail. On a donné tout de suite aux Ukrainiens la possibilité de travailler par le biais de la mise en œuvre de la circulaire européenne sur la protection temporaire de 2001. C'est la preuve qu'il s'agit de choix politiques. Depuis 1977, avec la politique de Stolérú (alors secrétaire d'État chargé)

à part entière. En France, je pense que beaucoup de gens accepteraient davantage l'immigration si plus de dignité était reconnue aux personnes, avec plus d'accès aux droits, plus de participation à l'économie du pays.

Quelles sont les idées fausses à combattre sur l'immigration ?

Le concept d'appel d'air est complètement faux. Aucune étude n'a jamais démontré que les gens viennent pour profiter de droits sociaux. Le grand remplacement n'existe pas non plus. La plupart des personnes migrantes partent dans les pays d'à côté. Les Afghans vont pour la plupart en Iran et au Pakistan, les Soudanais en Égypte, les Syriens en Turquie, les Iraquiens en Syrie... et les Africains migrent en Afrique. On n'est pas du tout dans un contexte d'invasion de l'Europe. On est dans une vision complètement erronée de la réalité. Il faut revenir à du rationnel et sortir de l'idéologie. Il est

« LA CRISE DU COVID A PARTICIPÉ À UNE PRISE DE CONSCIENCE DE L'UTILITÉ DE L'IMMIGRATION DANS DES SECTEURS CLÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL. »

» des Travailleurs manuels et des Immigrés dans le gouvernement Raymond Barre – NDLR), ceux qui décident n'ont cessé de mettre en avant la politique de retour. Si c'était efficace, en matière d'organisation des migrations, nous le saurions maintenant. On voit bien aujourd'hui que les reconductions à la frontière ne fonctionnent pas. On n'exécute même pas 10 % des obligations de quitter le territoire français (OQTF). On en distribue trop et on n'a pas les moyens financiers, ni même juridiques, pour expulser toutes les personnes qui en font l'objet. Concernant les politiques de développement, idem, ça ne fonctionne pas. Et il ne faut surtout pas croire que ça pourrait diminuer les migrations, sauf peut-être dans deux siècles. Pour l'instant, le développement favorise la mobilité parce qu'il crée des réseaux transnationaux. Par ailleurs, les migrations, grâce aux transferts de fonds, créent justement du développement local, dans des cercles certes limités, familiaux ou régionaux, mais ce n'est déjà pas si mal.

Le projet de réforme du Ceseda porté par Gérard Darmanin est-il susceptible d'améliorer la situation ?

A-t-on besoin d'un 30^e texte de loi sur l'immigration depuis les années 1980 ? En ce qui concerne les régularisations par le travail, il aurait suffi d'appliquer la circulaire Valls de 2012. Ça me paraît, cependant, une bonne idée de régulariser les personnes qui travaillent. La crise du Covid a participé à une prise de conscience de l'utilité de l'immigration dans des secteurs clés du marché du travail. Cela peut permettre de donner plus de légitimité à l'idée qu'il faut l'ouvrir plus largement. Il n'y a pas d'autre solution. L'immigration de travail est fermée depuis 1974 aux non-Européens et les grandes difficultés qu'on connaît aujourd'hui y sont liées. La seule façon d'entrer sans papiers, c'est de demander une protection internationale. On a, par conséquent, des flux mixtes qui rendent très difficile le traitement de l'asile. A contrario, si on accueille des personnes qui cotisent, qui paient des impôts, qui consomment, elles sont plus heureuses, mais cela produit aussi de la richesse. L'ancienne chancelière allemande Mme Merkel a accueilli, en 2015, plus de 1 million de Syriens. Le produit intérieur brut, en Allemagne, a augmenté cette année-là de 0,4 %. Et, plus on accueille, plus on crée d'emplois. Des

gestionnaires d'ONG, des centres d'accueil, des fournisseurs pour ces centres, etc. Tout ça, c'est du travail. Et le travail, c'est à la fois bénéfique pour le pays d'accueil et, bien sûr, pour les personnes migrantes et leur pays d'origine. Plus elles sont en situation légale, plus elles ont de chances d'avoir un meilleur salaire et plus elles envoient d'argent dans leur pays d'origine. En choisissant de restreindre les accès, on choisit le politique contre l'économique. Et, économiquement, l'immigration rapporte. Tous les travaux d'économistes le montrent. On est dans une approche extrêmement malthusienne, qui ne mène à rien.

D'un point de vue démographique, l'apport des migrations n'est pas négligeable non plus...

L'Europe est dans une situation de déclin démographique. Le seul facteur de croissance de la population, c'est l'immigration, comme aux États-Unis. Mme Merkel, en organisant l'accueil massif de réfugiés syriens, était sans doute également intéressée par cet aspect. Même si les immigrés n'ont pas tellement plus d'enfants que les nationaux, c'est une population plus jeune qui n'a pas coûté cher avant son entrée sur le marché du travail. Ils arrivent souvent aux alentours de l'âge de 20 ans et cherchent à travailler directement. Et, parallèlement, il y a peu de personnes âgées parce que, en réalité, beaucoup repartent chez eux une fois leur vie professionnelle terminée. On vit mieux dans un pays du Sud qu'en France avec une petite retraite. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ÉMILIEN URBACH

emilien.urbach@humanite.fr

« Si on accueille des personnes qui cotisent, qui paient des impôts, qui consomment, elles sont plus heureuses, mais cela produit aussi de la richesse. »

SERGE ATTAL / ONLY FRANCE / VIA AFP

